

VILLE DE BILLY-MONTIGNY

L'an deux mille vingt-six, le 11 AVRIL à 10Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Yanis GAUDILLAT Maire, suite à la convocation en date du 03 AVRIL 2026, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Arrondissement de Lens

Etaient présents :

M. Y. GAUDILLAT, Maire

Messieurs BEVAN Geoffrey, GRISCHKO Benjamin, FLAMENT Ludovic, DARDENNE Jérôme, Adjoints
Mesdames DURIEZ-GUICHARD Lisa, DE-LOOZE Marie-Noëlle, MURTAS Cynthia, Adjointes

Messieurs DESPLANQUES Michel, MARECHAL Christophe, CAUDRELIER Jean-Michel, CAILLUYERE Joël, STACHOWIAK Corentin, FOURNIER David, DUBOIS Frédéric, TRONI Bruno, MILLIEN Alexandre, Conseillers municipaux.

Mesdames LOY Virginie, OLIVIER Séverine, RUDOLPH Sabine, FLAMENT Brendy, FAMIL Martine, BRUNELLES Séverine, FOURNIER Angélique, MOPTY Aurore, MEGUEULLE Nathalie, Conseillères municipales.

Excusés :

Madame ZIMOLAG Magdalena (pvr à M. FLAMENT Ludovic), Madame BRIKI Fadila (pvr à M. TRONI Bruno), Monsieur EECKMAN Marc (pvr à Mme MOPTY Aurore), Conseillers municipaux.

Secrétaire de Séance : Mme FLAMENT Brendy.

DEL 26-20 : Autorisation d'ester en justice


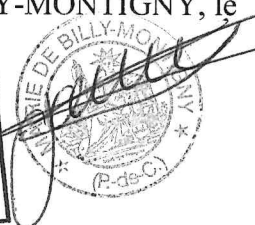
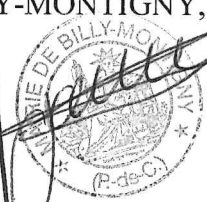
M. le Président expose à l'Assemblée qu'elle vient de déléguer au Maire les missions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de la délégation d'ester en justice (16°), il est proposé à l'Assemblée de donner délégation permanente et générale au maire pour la durée du mandat, afin de l'autoriser :

A ester en justice, avec tous pouvoirs, au nom de la commune de Billy-Montigny, à intenter toutes les actions en justice et à défendre les intérêts de la commune dans l'ensemble des cas susceptibles de se présenter, tant en première instance qu'en appel et cassation, devant les juridictions de toute nature, dont les juridictions administratives et judiciaires, pour toute action quelle que puisse être sa nature, qu'il s'agisse notamment d'une assignation, d'une intervention volontaire, d'un appel en garantie, d'une constitution de partie civile, d'un dépôt de plainte avec constitution de partie civile, d'une citation directe, d'une procédure de référé, d'une action conservatoire ou de la décision de désistement par action. Il pourra se faire assister de l'avocat de son choix.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, A L'UNANIMITE, décide d'autoriser M. le Maire à ester en justice, dans les conditions fixées ci-dessus, étant entendu qu'il en sera rendu compte au Conseil Municipal, lors de chaque réunion.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-Préfecture le : Et publication ou notification du :	
<div>REÇU LE 20 AVR. 2026  Sous-Préfecture de LENS</div>	<div>A BILLY-MONTIGNY, le 15 AVR. 2026 Yanis GAUDILLAT   Maire</div>